

Les déplacements massifs de populations se poursuivent, qu'il s'agisse de réfugiés fuyant la persécution ou de personnes cherchant à améliorer leur situation économique. On assiste à ces déplacements dans le monde entier, depuis le Rwanda en Afrique jusqu'en Haïti dans l'hémisphère occidental ou en Birmanie dans cette région. Nous devons collaborer pour remédier aux facteurs qui engendrent ces pressions migratoires, et non pas seulement pour faire face à leurs conséquences.

L'une des causes de ces déplacements est le nationalisme érigé en idéologie politique. Nous avons tous l'obligation de faire en sorte que nos minorités ethniques, religieuses et culturelles ne soient pas en butte à l'intolérance et à l'oppression.

Du point de vue économique, nous sommes confrontés à des transformations radicales. Les progrès spectaculaires de la technologie entraînent des changements dans l'organisation de la production, la structure des investissements et les transferts financiers. Ces tendances sont particulièrement sensibles dans la région de l'Asie-Pacifique. C'est pourquoi, lorsque nous prenons des mesures pour maîtriser ces changements, nous devons être attentifs à la nécessité de protéger l'environnement naturel.

En ce qui concerne la région dans laquelle nous nous trouvons, nous continuons à nous réjouir de la prospérité de l'ANASE et de ses membres, en reconnaissant naturellement que cette prospérité repose sur le maintien de la paix et de la sécurité. La volonté du Canada de contribuer à la réalisation de cet objectif se manifeste dans les actions concrètes qu'il continue de prendre dans cette région, depuis l'envoi d'experts en déminage au Cambodge jusqu'à l'organisation, de concert avec l'Indonésie, d'entretiens informels sur la réduction des tensions dans la mer de Chine méridionale.

Je voudrais aborder brièvement trois questions qui intéressent particulièrement l'ANASE et les partenaires du Dialogue. Je veux parler du Cambodge, du Viet Nam et de la Birmanie. Le Cambodge représente l'une des grandes réussites des opérations internationales de maintien de la paix, tout en continuant de poser de grands défis. Le Canada est fier d'être parmi les signataires des Accords de paix de Paris. Nous avons fourni plus de 200 militaires et de 100 civils à la plus vaste opération de maintien de la paix jamais menée par les Nations Unies.

C'est donc avec une inquiétude croissante que nous prenons note des derniers événements dans ce pays, qui risquent de réduire à néant les progrès réalisés au prix de tant d'efforts. Les Khmers rouges, dont les épouvantables violations des droits de la personne ont horrifié le monde entier au cours des années 70 et qui ont boycotté les élections organisées sous l'égide de l'ONU, poursuivent la guerre civile au Cambodge. Même si, en dernière